

DIOCESE RUYIGI : LES AVANCEES DU PROCESSUS DE RECONCILIATION

La Commission Diocésaine Justice et Paix de RUYIGI (CDJP RUYIGI), aux enceintes de la SOPRAD-CARITAS RUYIGI, a tenu ce Jeudi 7 Novembre 2024, une réunion sur les Avancées du Processus de Réconciliation au Burundi.

Étaient invités à la réunion les différents intervenants dans ce processus de de Réconciliation : les Administratifs des deux Provinces de RUYIGI et CANKUZO, les Gouverneurs, les Commissaires Provinciaux de Police, les Procureurs, les Présidents des Tribunaux de Grande Instance, les Administrateurs Communaux ainsi que les Secrétaires des Partis politiques et les Représentants des Associations Sans But Lucratif (ASBL) sans toutefois occulter les Curés des Paroisses du Diocèse de RUYIGI.

Dans son discours d'ouverture de la réunion, Mgr Tharcisse NDAYABANDI, le Vicaire Général et l'Envoyé du Représentant Légal de la SOPRAD-CARITAS RUYIGI S.E Mgr Blaise NZEYIMANA, l'Evêque du Diocèse de RUYIGI-, prenant appui sur l'Épître de Saint Paul Apôtre aux Philippiens (Ph 4, 6-9), a rappelé que la Pastorale de la Justice et Paix est un pilier pour une bonne administration des Paroisses et des différents secteurs de la vie du Pays.

Après avoir parlé du contexte national qui a motivé la CDJP RUYIGI à contribuer au processus de la Réconciliation et de ses stratégies adoptées suivant ce contexte, les participants ont essentiellement échangé sur quatre points :

1. Les réalisations de la CDJP RUYIGI dans le processus de la Réconciliation :

1. Depuis 2008, des échanges sur les mécanismes de justice transitionnelle ont déclenché l'ouverture des débats sur le passé douloureux.

2. Depuis 2010, la sensibilisation des victimes à accorder le pardon à leurs présumés auteurs sans toutefois les dénoncer ainsi que la production et la publication du Bulletin "Sangwa Ubutungane" pour la diffusion des mécanismes de la justice transitionnelle dans un premier temps et des résultats atteints par le travail de réconciliation dans un second temps.

3. Depuis 2017, l'organisation des séances de conscientisation des présumés auteurs, des victimes et autres membres de la communauté sur les valeurs de vérité, amour, pardon et réconciliation.

4. Depuis 2022, l'organisation des mêmes sciences en faveur des ex prisonniers et les auteurs de leurs arrestations, en faveur aussi des représentants des groupes ethniques et des leaders communautaires.

5. Organiser des séances d'échanges sur le travail de la CDJP avec les responsables administratifs, les responsables des partis politiques, les leaders locaux, les leaders de la société civile et les leaders religieux dont les Curés !

6. Sensibiliser les jeunes du monde rural et scolaire sur leur part dans le processus de la Réconciliation.

7. Donner des messages radiodiffusés et articles dans le Journal "NDONGOZI"

8. Organiser et célébrer les journées paroissiales et diocésaines Justice et Paix. Et le Diocèse de RUYIGI vient de célébrer sa XXème Journée diocésaine Justice et Paix dans la Paroisse Saint Jean-Marie-Vianney de KIRAMBI.

2. Les résultats atteints : actuellement la CDJP RUYIGI enregistre 39 présumés auteurs, plus de 200 victimes et 22 témoins. Au total, on compte 217 réconciliés. Ceux-ci se rassemblent dans les groupements de solidarité. Aujourd'hui la CDJP RUYIGI accompagne 10 groupements de solidarité englobant 245 membres qui s'entraident mutuellement.

3. Les défis rencontrés par la CDJP RUYIGI dans ce processus de Réconciliation :

1. Faible adhésion des présumés auteurs de crimes et des victimes de crimes au processus de la Réconciliation.
2. Subsistance des enseignements divisionnistes au sein des communautés et contre le processus de réconciliation,
3. Faible adhésion des fonctionnaires (intellectuels en général) au processus de réconciliation
4. Faible implication des leaders communautaires dans le processus de réconciliation nationale
5. La persistance de la lecture parallèle de l'histoire douloureuse du Burundi
6. Faible appropriation de la mission Justice et Paix par les agents pastoraux, les fonctionnaires, les leaders locaux, administratifs et politiques.
7. Une jeunesse mal informée sur le passé douloureux du Burundi et peu sensibilisée sur la nécessité de la Réconciliation nationale.
8. Décentralisation de la mission justice et paix au stade de démarrage
9. Faible implication des responsables administratifs et leaders politiques dans le processus de réconciliation
10. Une synergie avec les autres organisations contribuant au processus de réconciliation nationale encore au stade embryonnaire

4. Les recommandations : après les travaux réalisés en groupes, les participants ont recommandé ce qui suit :

1. Il faut s'approprier à tous les niveaux du processus de la Réconciliation
2. Il faut sensibiliser et former les membres de la Commission Paroissiale Justice et Paix, les Administratifs, les Partis politiques, les Associations Sans But Lucratif (ASBL) et les autres confessions religieuses non-catholiques.
3. Renforcer la synergie de tous les intervenants.
4. Prier et jeûner pour la réussite de ce processus de Réconciliation.

Dans son discours de clôture de la réunion, Monsieur SINDORANIWE Mathias-le Conseiller juridique du Gouverneur de la Province de RUYIGI et son Représentant dans cette réunion- a salué le travail de la CDJP RUYIGI et a fort demandé aux participants de vouloir sensibiliser la population

à tous les niveaux sur les bienfaits du processus de la Réconciliation au Burundi, lequel processus est fondé sur le pilier de la Vérité, source de la Justice et la Paix.